

Les coups de force n'y feront rien : personne ne veut « pactiser » avec le ministre !

à Montreuil, le 31 mai 2023

Mercredi 31 mai, lors du Comité Social d'Administration ministériel, toutes les organisations syndicales ont réaffirmé leur refus du « pacte Macron-Ndiaye » !

Au ministère comme à l'Assemblée Nationale, c'est le 49-3 permanent !

Le ministre, visiblement inquiet d'un vote unanime défavorable, a refusé de respecter les dispositions réglementaires et n'a pas mis les textes sur le « pacte » au vote du CSA.

Tous les syndicats ont claqué la porte du CSA. Ce même jour, des centaines de collègues, des militants de toutes les fédérations de l'Education nationale se sont rassemblés devant le ministère, les rectorats et DSDEN, dans des dizaines de villes en France.

D'ores et déjà, dans des écoles et établissements de plus en plus nombreux, les personnels se réunissent avec leurs syndicats et constatent que le « pacte » ne répond en rien à leurs revendications, qu'il s'agisse des salaires, des missions, des conditions de travail.

Ils prennent donc position pour dire : le « pacte », comme la réforme des retraites, nous n'en voulons pas ! Nous voulons une véritable augmentation de salaire sans contrepartie, et le respect de nos statuts !

Nous refusons le « pacte Macron-Ndiaye » qui vise à mettre au pas les personnels de la maternelle au lycée !

Nous refusons le SNU qui vise à mettre au pas la jeunesse. Le rôle de l'Ecole est d'instruire, de former des citoyens éclairés, de permettre à tous d'acquérir des savoir et des qualifications.

Nous refusons la fusion des métiers AESH/AED et revendiquons un vrai statut, un vrai salaire pour ces personnels !

Les collègues disent : « nous ne les laisserons pas faire ! »

Cette résistance s'est exprimée à 13 reprises dans les puissantes manifestations pour le retrait de la réforme des retraites, et elle va se poursuivre parce que nous refusons de tourner la page !

C'est cette résistance et l'unité de nos syndicats qui font que le gouvernement est fébrile.

Le gouvernement sait par ailleurs qu'il va devoir lâcher du lest sur les salaires des fonctionnaires, même s'il se refuse pour l'instant de s'engager sur le principe d'une augmentation de la valeur du point d'indice.

Alors, à quelques jours de la grève interprofessionnelle du 6 juin, appelée par toutes les confédérations, discutons de tout cela dans nos écoles, établissements et services : réunissons-nous, en heure d'information syndicale, à la récréation, le midi, ou après les cours, prenons position, préparons une grève massive le 6 juin.